

Fimaf

En vertu de l'article 7 du règlement COB n° 2002-04, le présent communiqué a été transmis à la Commission des opérations de bourse avant sa publication.

La société Fimaf (l'"Initiateur") a initié une offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire sur les titres de la société Legrand, aux prix de 136,73 euros par action ordinaire et 114,13 euros par action à dividende prioritaire (l'"Offre").

Des recours ont été déposés par certains actionnaires minoritaires de Legrand à l'encontre :

- de la décision n°203c0042 du 26 mars 2003 du Conseil des Marchés Financiers ("CMF") déclarant l'Offre recevable,
- de la décision n°203c0467 du 31 mars 2003 du CMF portant ouverture de l'Offre et fixation de son calendrier, et
- de la décision de visa de la Commission des Opérations de Bourse n°03-196 du 27 mars 2003.

A la suite de ces recours, le CMF a, par décision n°203c0542 du 11 avril 2003 :

- prorogé la procédure d'Offre en sorte que la clôture intervienne huit jours au moins après le prononcé de l'arrêt de la Cour d'appel statuant sur les recours (selon le calendrier arrêté par la Cour d'appel, l'audience des plaidoiries devrait se tenir le 24 juin 2003),
- reporté en conséquence la mise en œuvre du retrait obligatoire, qui interviendra le lendemain de la clôture de l'offre publique de retrait,
- décidé que l'Offre serait, à compter du 14 avril 2003, réalisée dans le cadre d'une procédure de centralisation des ordres par Euronext Paris SA, procédure qui se substitue à celle par achats sur le marché.

Ces modalités de réalisation de l'Offre font l'objet d'avis Euronext n°2003-1072 du 11 avril 2003 et n°2003-1114 du 16 avril 2003.

Compte tenu de la réalisation, depuis le 14 avril 2003, de transactions sur le marché des titres Legrand à des prix différents (supérieurs ou inférieurs) de ceux offerts dans le cadre de l'Offre, l'Initiateur rappelle qu'à la suite de la décision susvisée du CMF du 11 avril 2003, il n'est plus autorisé à acquérir sur le marché les titres Legrand.

Ainsi, les actionnaires de Legrand souhaitant bénéficier des conditions de prix offertes par l'Initiateur à l'occasion de l'Offre doivent donc céder leurs titres dans le cadre de la procédure centralisée, en adressant à l'intermédiaire de leur choix un ordre de vente par lequel ils donnent ordre de céder leurs titres dans le cadre de l'offre publique de retrait.